

Un Centre de recherches économiques de l'Arctique québécois

Louis-Edmond Hamelin

Volume 10, numéro 20, 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/020639ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/020639ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hamelin, L.-E. (1966). Un Centre de recherches économiques de l'Arctique québécois. *Cahiers de géographie du Québec*, 10(20), 337-339.
<https://doi.org/10.7202/020639ar>

étudiés d'une manière plus approfondie ; mais l'ampleur des sujets au programme et le temps limité ne permettaient pas d'amorcer des discussions très poussées.

Pour notre part, nous avons soulevé au cours d'une séance le problème de la terminologie française dans le domaine des collections de cartes. Le mot cartothèque utilisé couramment dans la langue française est ainsi défini au *Dictionnaire encyclopédique Quillet*, tome I, p. 966 : « Meuble ou local où l'on conserve et classe des cartes, cartes géologiques, cartes perforées de statistiques, etc. ». Ce mot peut aussi désigner la collection même de ces cartes et il traduit à la fois *map library* et *map collection*. Pour désigner la personne qui s'occupe de la cartothèque, on peut créer le mot cartothécaire, sur le modèle du mot bibliothécaire passé au dictionnaire, pour traduire l'expression *map librarian*. Mais comment rendre en français *map librarianship*, la science de la conservation des cartes ? Il faut, à l'instar de bibliothéconomie, créer cartothéconomie. La cartographie demeure l'art de dresser une carte alors que la cartologie pourrait être la science de la lecture de la carte, de l'interprétation des symboles cartographiques. Invoquant cette nécessité de créer des mots pour décrire des réalités nouvelles, M. Jean Darbelnet, linguiste de la Faculté des lettres de l'université Laval, a fait remarquer que la formation de ces termes nouveaux lui apparaissait tout à fait régulière et qu'il en recommandait l'usage immédiat.

Ce problème a peut-être pu sonner faux pour les participants de langue anglaise, mais il est réellement présent pour le seul participant de langue française à ce stage et nous croyons résoudre plusieurs aspects de ce problème en adoptant la terminologie nouvelle proposée. De plus, ces séances ont permis l'établissement de contacts très profitables entre les membres très dispersés d'une profession nouvelle. Les frais de participation relativement élevés n'ont peut-être pas permis à un plus grand nombre de participants de prendre part à ce stage. Néanmoins, nous souhaitons que des réunions du genre se tiennent annuellement sous l'égide de la *Geography and Map Division* de la *Special Libraries Association*.

Yves TESSIER,
Bibliothèque générale, Université Laval.

Un Centre de recherches économiques de l'Arctique québécois

Le 14 juin 1966, devant un auditoire d'environ 40 personnes, qui comprenaient entre autres des représentants de la Direction générale du Nouveau-Québec (gouvernement provincial), du Centre d'Études nordiques (université Laval), de l'*Arctic Institute of North America* (Montréal), de Jacobsen-McGill, monsieur François-Albert Angers, directeur de l'Institut de l'Économie appliquée de l'École des hautes études commerciales de Montréal, a officiellement ouvert un autre Centre canadien d'études boréales.

Un événement assez inusité dans le monde canadien-français — le don en 1964 d'une bibliothèque personnelle — a fourni l'occasion de l'institutionnalisation de ce nouvel organisme nordique. Il s'agit de la collection de monsieur Gérard Gardner, ancien professeur de géologie de l'École ; elle comprend des ouvrages, documents, échantillons, spécimens, photos, cartes, rapports et des découpures de journaux. Ces dernières qui intéressent une période d'environ 40 ans composent un ensemble de plus de 200 cahiers ; les articles sont classés par région, sujet et année ; cette documentation se rapporte à la plupart des pays froids : Canada, Alaska, Finlande, Islande, U. R. S. S. et même Antarctique ; cette collection qui, pour le moment, n'a pas d'appellation bibliographique des-

criptive fait présentement l'objet d'une classification et d'un montage d'index. Par ses dimensions, cette documentation est l'« œuvre d'une vie » et, personnellement, nous voulons en rendre hommage à monsieur Gardner lui-même.

Ce matériel devient le « cœur du Centre » car suivant les mots mêmes de monsieur Angers : « le meilleur moyen de rendre utile la collection était de fonder un organisme », confession un peu naïve car les donations documentaires ne peuvent être que l'une des raisons de la fondation souhaitable de tout organisme de recherches. À sa naissance, ce Centre semble posséder les caractères suivants : organisme universitaire, il entreprendra des recherches surtout dans le domaine économique afin de favoriser le développement des territoires nordiques ; les deux principaux aspects à considérer sont la mise en valeur des ressources et les problèmes des communications ; l'accent porté à l'économique vient sans doute du caractère de la maison-mère mais aussi de l'objectif de ne pas vouloir doubler l'œuvre des autres centres parallèles dans le Québec qui, d'après monsieur Angers, « s'intéressent plus particulièrement aux milieux naturels » (en réalité, à voir les travaux du Service de recherches de la Direction générale¹ et de ceux du Centre d'Études nordiques,² la raison invoquée part d'une sous-information). Le mot « arctique », utilisé dans le titre du Centre, doit probablement correspondre à une conception large du terme car c'est plutôt dans la zone sub-arctique (et héli-arctique) que les développements économiques ont le plus de chances d'être entrepris et surtout poursuivis. Un aspect très intéressant du Centre repose dans la provenance de ses fonds ; par peur d'un contrôle étatique (ma double expérience, provinciale et fédérale, me prouve cependant qu'une telle crainte n'est pas fondée), le CRA serait financé par de grandes corporations ; cette expérience est à suivre de près car il est plus que temps que la plupart des organismes qui exploitent le Nord agrandissent leur optique ; pour sa part, depuis quelques années, le Centre d'Études nordiques de l'université Laval reçoit de quelques compagnies une aide appréciée. Il ne faut cependant pas cacher les difficultés d'une telle aventure et l'*Arctic Institute of North America* dont l'un des sièges sociaux est précisément à Montréal travaille avec un succès relatif à la cueillette de fonds privés. Nous souhaitons vivement que les HEC réussissent à habituer les grandes compagnies à soutenir les Centres universitaires de recherches nordiques. Autres caractères : le CRA n'envisage pas de former des nordistes comme tels ; « ce n'est pas une école et il n'y a pas de projet de cours », disait encore F.-A. Angers. En outre, en tant que son territoire d'étude est concerné, le CRA est avant tout québécois ; à l'occasion, il pourra cependant s'intéresser aux autres parties du Canada. Enfin, le Centre a déjà une certaine organisation, trois ou quatre personnes au travail dont monsieur Gardner lui-même qui prépare la publication de ses notes de recherches sur le Labrador, quelques bureaux, d'éventuels pieds-à-terre dans le Nouveau-Québec.

Des commentaires bien divers pourraient être présentés à la suite de la fondation de ce nouveau centre de recherches arctiques. Une question fondamentale : déjà avec sa douzaine de centres nordiques, le Canada doit-il continuer à multiplier de tels petits organismes ? En 1965, un « Groupe d'études arctiques » s'était même formé à l'université de Montréal. De plus, lors de la récente fondation, ne semblent pas avoir de solutions claires certaines questions pourtant importantes : direction et administration du Centre, limites des études économiques dans les régions proprement arctiques, curieuse juxtaposition de compagnies philanthropiques de langue anglaise et de l'option politique de cer-

¹ Benoît ROBITAILLE, *Recherche gouvernementale au Nouveau-Québec*, dans *Annuaire du Québec/Quebec Yearbook 1964-1965*, page 301-303.

² Louis-Edmond HAMELIN, *Le Centre d'Études nordiques de l'Université Laval*, dans *Annuaire du Québec/Quebec Yearbook 1964-1965*, page 303-308.

tains membres, petit nombre absolu de nordistes, inquiétude concernant la permanence des fonds privés, absence de projets précis de recherches... Mais, d'expérience, nous savons que le temps réserve des solutions à tous les problèmes. Nous réitérons notre admiration au professeur Gardner, l'un des premiers nordistes universitaires du Québec. Nous souhaitons au Centre une fructueuse carrière scientifique ; le Grand-Québec est immense et tous ne seront pas de trop à étudier et mieux comprendre le Nord. Bref, l'aîné des Centres d'études nordiques d'expression française au Canada assure l'organisme montréalais de sa collaboration la plus entière.

Louis-Edmond HAMELIN, *directeur,*
Centre d'Études nordiques de l'Université Laval.

Le Canada et le projet international de Terminologie géographique du paysage agraire

Après une longue période de gestation, le projet d'élaboration d'une terminologie géographique internationale du paysage agraire a pris forme lors du dernier congrès de l'U. G. I., à Londres. Des octrois substantiels obtenus de la Fondation allemande pour la recherche (D. F. G.) ont permis d'entreprendre des travaux dont nos collègues allemands assument la coordination par l'intermédiaire d'un secrétariat dirigé par le professeur H. Uhlig, de l'université de Giessen.

Nature du projet

Rappelons que le projet a pour premier but un inventaire exhaustif des termes relatifs aux phénomènes paysagiques agraires dans toutes les parties du monde. Il s'agit à vrai dire d'une véritable encyclopédie mondiale de géographie agraire, puisque l'inventaire lui-même est assorti d'une mise à jour des définitions, d'une délimitation de l'aire d'utilisation des termes, de citations et de bibliographies illustrant leurs acceptions principales. Le sujet, d'ailleurs, débordé des cadres stricts des paysages agraires, pour englober de nombreux facteurs, aménagements ou types d'organisation, qui les expliquent, ainsi qu'en témoignent les titres des catégories décimales :

- 0. Termes fondamentaux généraux de l'histoire de la civilisation et de la géographie agraires ;
- 1. Types de paysages, zones et limites en géographie agraire ;
- 2. L'habitat rural et son développement ;
- 3. Disposition physionomique et cadastrale du terroir et des surfaces cultivées ;
- 4. Utilisation du sol ;
- 5. Termes de géographie sociale rurale ;
- 6. Termes économiques, techniques et statistiques.

Le caractère mondial du projet impliquait évidemment la mise sur pied de multiples comités nationaux, dont les travaux seraient synthétisés au secrétariat international de Giessen.